

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Elections régionales

Voyage dans les régions avec la gauche socialiste

- Politique -

Date de mise en ligne : samedi 6 mars 2010

Démocratie & Socialisme

La revue *Démocratie & socialisme* a publié dans son numéro 172 (février 2010) des articles « échos de campagne » rédigés par des responsables et des candidats de la gauche socialiste. La suite dans le numéro 173 (mars 2010).

Pays de la Loire

La gauche en action

François Fillon battu sur ses terres ! En 2004, la victoire de la gauche dans les Pays de la Loire a surpris. C'est aussi cette année là que le Conseil général de Loire-Atlantique change de majorité et que la droite perd le contrôle de ce département pour la première fois depuis la révolution française ! Les autres départements sont restés à droite et c'est le président du conseil général du Maine et Loire, le nouveau député européen UMP Christophe Béchu qui va conduire la liste régionale de la droite en 2010 après l'abandon de Roselyne Bachelot, préalablement désignée.

La droite rassemblée

Du côté de la droite, le regroupement est presque parfait : de la droite extrême (De Villiers) au « centre ». Le Modem, lui, est en difficulté. En Loire-Atlantique, l'aile la plus à droite de ce parti est rentrée au bercail et négocie des places sur la liste de Béchu (une ancienne verte serait alors la tête de liste Modem). Christophe Béchu a le plein soutien de l'Elysée en particulier du conseiller en communication de Sarkozy, Franck Louvrier, qui est candidat UMP en Loire-Atlantique. C'est ce qui explique sans doute que le journal *Le Monde* a consacré une pleine page à un portrait de Béchu. Il est vrai que Frank Louvrier semble lorgner sur la mairie de Nantes. Si 4 départements sur 5 sont restés à droite, la plupart des grandes villes sont aujourd'hui gérés par la gauche, une gauche unie jusqu'à présent dans les principales échéances électorales. Même la question du transfert de l'aéroport de Nantes du sud au nord de l'agglomération nantaise en vue de son agrandissement n'avait jamais empêché les Verts de faire jusqu'à présent liste commune avec la PS et le PCF (notamment aux régionales de 2004 et aux municipales de 2007). Cette fois-ci, il en est autrement : le transfert de l'aéroport serait l'illustration d'une pensée d'un autre temps !

Le Parti Communiste, pour sa part, s'est divisé sur la région. Les fédérations du PCF de la Sarthe et de la Vendée font une liste avec le PG, le NPA, les Alternatifs, la Gauche unitaire. En Loire-Atlantique, en Mayenne et dans le Maine et Loire, les responsables du PCF sont sur la liste de rassemblement « la gauche en action » (avec le PS, le MRC, le PRG et des Verts dissidents) conduite par le président actuel de la région Jacques Auxiette.

La gauche en campagne

Comme dans de nombreuses régions, la constitution des listes a été longue. Après le vote des militants socialistes dans chaque fédération, il y a eu les discussions avec les partenaires et la volonté de la tête de liste régionale que figurent sur la liste dans un ou deux départements des candidats de la société civile (avec toutes les ambiguïtés que peut recouvrir ce terme). Le 20 janvier, un meeting régional de 1500 personnes a lancé la campagne. La défense de l'emploi industriel (avec le cas emblématique des chantiers navals de St Nazaire qui n'ont plus aucune commande de bateaux) sera au coeur de notre campagne. Réunion thématiques, réunions d'appartements, diffusions de tracts, rencontres avec associations et syndicats : la mobilisation pour que les Pays de la Loire restent à gauche est en route !

Eric Thouzeau

Haute Normandie

Contre l'envoyé spécial de Sarkozy, maintenir la région à gauche.

La liste « A gauche avec Alain Le Vern » se voit disputé sa majorité par pas moins de deux ministres du gouvernement Sarkozy. Bruno Le Maire qui comme ministre de l'Agriculture connaît les succès que l'on sait et Hervé Morin qui dans le mandat sortant est passé 6 fois moins de deux heures sur 28 séances plénières ...

Sans idée pour la région, la droite n'a qu'un objectif dénigrer ce qui s'est fait, semer le trouble en lançant de faux débats comme celui de la réunification de la Normandie ... En fait, comme le dit Alain Le Vern, « la droite défend les hauts revenus, nous défendons les hauts normands ».

Un bon bilan

Il est vrai que le bilan de la région a de quoi faire pâlir la droite. La région a rénové 80% des lycées, remplacé 100% des trains régionaux par du neuf ou des trains rénovés. Elle est la première pour les aides aux énergies renouvelables et elle a multiplié par trois son budget environnement.

Sur le terrain économique et de l'emploi les aides ont augmenté de près de 250% en 4 années et ont permis la création et al sauvegarde de plus de 7000 emplois alors que 3000 entreprises étaient créées ou reprises.

Dans l'automobile, avec la crise, c'est le soutien au nouveau moteur propre qui sera produit à Cléon. Et le budget de la recherche a été multiplié par deux.

On pourrait multiplier les exemples. Le bilan est bon. Il confirme le rôle des régions et des collectivités locales gérées par la gauche : elles sont un bouclier face à la politique néfaste de Sarkozy. Et la proximité permet de le faire toucher du doigt au plus grand nombre. D'un côté les discours et le bouclier fiscal pour les riches, de l'autre des actes pour la vie quotidienne du plus grand nombre.

Ce bilan est celui de toute la gauche (PS, MRG, PRG, PC, Verts) qui a géré ensemble la région. Sans raison objective, après avoir voté al quasi totalité des délibérations, les Verts et le PC ont choisi de partir seuls. Le Parti Socialiste a proposé le rassemblement dès le premier tour et la clarté sur les alliances. Il a laissé la porte ouverte jusqu'au dépôt des listes.

Des propositions concrètes

Les propositions présentées dans un meeting le 2 février à Elbeuf partent de ce bon bilan. Elles prennent en compte la nouvelle situation créée par la crise pour développer le soutien à l'emploi, à la formation professionnelle ... Avec des propositions sur les transports, la Carte Région, un « chèque Energie » ... la région veut répondre, à son niveau, à l'amputation du pouvoir d'achat. La liste d'Alain Le Vern s'engage en faveur des services publics, des Associations en poursuivant les coopérations Région-départements.

Elle s'engage aussi en faveur des agriculteurs en défendant une alimentation saine sur la base de circuits courts, sur el soutien aux AMAP (Association pour le maintien d'une Agriculture Paysanne). Notre camarade Valérie Auvray,

candidate sur la liste, ancienne présidente d'ATTAC sur la région d'Elbeuf, en charge de l'environnement à Elbeuf, participe déjà, de manière militante, à la coordination des AMAP sur le territoire.

Ce que promet la droite, c'est du vent. Elle fait de l'agitation sur la ligne TGV Paris-Le Havre qui ne verra peut-être jamais le jour alors que des investissements sont nécessaires à la fois pour une nouvelle gare SNCF à Rouen et pour désengorger le trafic entre Mantes la Jolie et Paris. Mais c'est le silence radio sur ces questions bien concrètes.

Une liste renouvelée

La liste de gauche soutenue par le PS, le MRC, le PRG comprend plus de deux tiers de nouveaux candidats. Et ceci, malgré les difficultés inhérentes à l'exercice et les insatisfactions.

C'est une liste diversifiée. La présence d'un syndicaliste qui va représenter le Parti et Guillaume Bachelay, son secrétaire national à l'industrie, auprès de salariés en grève depuis deux semaines en est un signe. Présence auprès des salariés en lutte pour leur salaire à Sanofi Pasteur mais relais aussi avec des députés sur l'avenir de ce groupe dans la Région et sur les conséquences de la loi sur la Recherche concoctée par Valérie Pécresse.

Une liste qui comprend aussi les auteurs d'un livre sur lequel nous reviendrons dans ces colonnes : « La gauche après la crise » qui se veut une contribution à l'élaboration d'un nouveau modèle de développement et ouvre plusieurs débats. Comme quoi action, réflexion et débat peuvent être menés de pair.

Beaucoup d'éléments pour préparer une victoire à gauche les 14 et 21 mars, une victoire qui serve de point d'appui à la bataille nationale qui devra s'engager ensuite.

Jean-Claude Branchereau

Champagne-Ardenne

Notre projet, c'est votre avenir

En Champagne-Ardenne, le scrutin de mars prochain est envisagé avec sérénité et mobilisation. Comme en 2004, la gauche est unie autour de Jean-Paul BACHY, président sortant, réunissant PS, PCF et PRG. En effet, la gauche à l'exécutif a tenu ses engagements et le bilan est partagé par tous. Nous voulons, avec notre liste de rassemblement de la gauche, fédérer demain plus largement encore pour poursuivre nos actions et assurer l'avenir de nos territoires et de ses habitants.

Pour nous combattre, l'UMP a mis en avant sur ses listes ministres et députés, Chatel, Apparü, Warsmann, Poletti. Plusieurs autres listes sont présentes : à droite, le FN, crédité de 11%, le Modem, assez confidentiel, comme l'Alliance centriste. A gauche, LO, une liste NPA-PG, qui s'est prononcée pour la fusion avec la liste Bachy au second tour, et Europe Ecologie qui, depuis que l'ex Ps Eric Loiselet a été nommé tête de liste régionale, se déchire avec une fronde publique des Verts ardennais et aubois qui contestent ce choix.

À cause de la politique de désengagement conduite par le gouvernement UMP, l'État se débarrasse toujours plus de ses compétences au profit des collectivités territoriales sans leur allouer les moyens nécessaires pour les assumer.

Les collectivités gérées par la gauche sont contraintes à une gestion financière rigoureuse de leur budget pour pallier les carences de l'État. Malgré ce manque de moyens, les régions préservent les services publics et les outils de protection de leurs citoyens.

En Champagne-Ardenne, les retards accumulés en vingt ans par le manque de dynamisme des anciennes majorités UMP, ont fragilisé nos bassins d'emploi, créé des fractures entre les territoires, les Ardennes et la Haute Marne, l'Aube et la Marne. Par son action depuis 2004, la majorité de gauche du Conseil Régional a entrepris de résorber ces fractures, de réconcilier les Champardennais avec leur région et de les rassembler autour d'un projet fédérateur porteur d'égalité, de solidarité, de modernité et de développement.

« Quand on veut tuer son chien, on dit qu'il a la rage ». Cet adage est devenu la doctrine de l'action de l'UMP et de Sarkozy qui accusent les retraites, la Sécurité sociale, les collectivités territoriales majoritairement à gauche d'être la cause de tous les maux de la crise.

Soyons sérieux ! Les collectivités représentent près de 75% de l'investissement public en France. La dette des collectivités locales représente 5% de la dette de l'État. 54 milliards d'euros ont été investis dans les politiques de relances par les collectivités territoriales et locales contre seulement 5 milliards en fonds propres par l'État. Et pourtant, 320 milliards d'euros ont été prêtés sans contrôle aux banques, 15 milliards d'allègements fiscaux ont été consentis aux plus riches chaque année par le bouclier fiscal.

La politique mise en place par la région Champagne-Ardenne représente un véritable « Bouclier Social » en direction de ses habitants. Les élus socialistes, communistes et radicaux de Champagne-Ardenne ont développé de nombreuses mesures en faveur des publics les plus fragiles ou les plus exposés : chômeurs et demandeurs d'emploi, salariés à faibles revenus ou précaires, lycéens et étudiants.

Dans le contexte de crise économique et sociale qui sévit depuis plus d'un an, la Région a également mis en place le dispositif MUTAREV qui coordonne les interventions stratégiques de la collectivité régionale sur ses compétences de formation professionnelle et de soutien à l'initiative économique et à l'emploi, et qui augmente les enveloppes financières sur ces dispositifs ciblés, à même de protéger les emplois et la dynamique économique de notre région.

L'avenir de notre région nécessite une cohérence, un travail de longue haleine, une vision dont il convient de structurer tous les pans. La première démarche fut l'adoption de schémas régionaux d'aménagement, développés par une large concertation avec les acteurs de terrain sur l'ensemble du territoire régional (Schéma du Développement Economique et de l'Emploi, Schéma de la Formation tout au long de la vie, Schéma du Tourisme, Schéma du transport et des infrastructures, Schéma éolien régional, Plan climat régional...) Avec cette démarche l'effort de l'exécutif porte ses fruits. Les dynamiques se structurent et se développent.

Yann DJERMOUN-Gérard BERTHIOT

Midi-Pyrénées

Les régions : des remparts contre la politique antisociale de la droite

En Midi- Pyrénées, le bilan de Martin Malvy est bon, incontestablement bon. Depuis 1998 la région Midi -Pyrénées a rempli avec succès les chantiers dont elle a la charge mais elle a également comblé les carences de l'État de droite.

Quand le gouvernement indécrot verse 400000 euros à quelques 800 personnes déjà richissimes et augmente les taxes et diminue les services publics pour tous les autres on peut se dire simplement, heureusement que persiste encore l'échelon des régions et qu'il nous protège. Pour combien de temps ?

Les transports

A l'heure où la SNCF annonce 3600 nouvelles suppressions d'emplois, où on parle d'abandon de lignes TGV jugées peu rentables, la Région Midi- Pyrénées a déployé son plan rail.

De 5 millions de voyageurs on est passé à 10 millions actuellement avec 1474 arrêts quotidiens supplémentaires. Pour le réseau TER c'est 45 trains de nouvelle génération qui viennent d'être commandés. Alors que les régions n'ont pas de compétences pour le réseau routier, Midi Pyrénées a lancé plusieurs chantiers pour désenclaver certaines parties d'un territoire plus grand, rappelons le que la Belgique.

La santé

Ce vaste territoire conjugué au désengagement de l'état présente des zones "sous médicalisées". Ici encore la Région n'a pas de compétences pour la santé et c'est donc par la volonté de plus d'égalité entre les territoires qu'elle a implanté 12 maisons pluridisciplinaires de santé. Il faut ajouter que les étudiantEs en médecine qui effectuent leur stage dans ces zones bénéficient d'une bourse. Depuis 2004, les régions sont chargées du financement des formations sanitaires et sociales. Face à la pénurie de poste d'infirmières, la Région a demandé et obtenu des places supplémentaires, qu'elle paye bien entendu. C'est donc 500 infirmières qui vont être formées en Midi-Pyrénées cette année.

L'éducation

Ce sont 170.000 jeunes en Midi-Pyrénées pour lesquels la région assure la gratuité des livres scolaires. Ce sont 20.000 jeunes des lycées professionnels ou technologiques qui tous les ans reçoivent une bourse régionale pour acquérir leur matériel, leur trousse à outils.

Ce sont aussi des aides destinées aux familles modestes.

Et Martin Malvy de souligner « N'oublions jamais : quand des jeunes font des fautes, qui dépassent ce qui est acceptable, le plus souvent, la société a sa part de responsabilité. Un jeune qui ne voit pas son avenir, qui ne voit pas devant lui, est un être fragile. Il n'y a rien à pardonner, à excuser, seulement à comprendre. »

La recherche

En 6 ans le budget de la recherche a augmenté de 150%, car « le budget de la recherche, aujourd'hui, ce sont les métiers de demain » : recherche contre le cancer, recherche pour l'agriculture, les technologies de l'espace avec Galileo ou Egnos.

Combien de temps ça va tenir ?

On le voit face à l'état carrent, la Région a pris le relais bien au delà de ces compétences mais l'horizon se bouche. La suppression de la taxe professionnelle signe la perte d'autonomie des Régions. Elles disposeront désormais du

prix des cartes grises, soit environ 10% de leurs recettes de fonctionnement en moyenne ainsi que d'une fraction de TIPP représentant 1 à 2 centimes du litre de carburant.

Ajouté à cela la réforme des conseillers territoriaux prévue en 2014, il est bien temps que les Régionales de 2010 ébranlent la droite française avant le coup de grâce de 2012.

Virginie Houadec

Basse-Normandie

Gagner à gauche

En Basse-Normandie, le Parti socialiste a fait le choix de la clarté en recherchant le rassemblement de la gauche et seulement de la gauche. Nos partenaires ne sont pas restés insensibles à ce positionnement de principe, qui, soit dit en passant, vaut pour le premier tour comme pour le second. Notre région fait en effet partie des rares - quatre sur vingt-deux - dans lesquelles les militants communistes ont décidé de partir avec le PS dès le 14 mars.

Cette alliance, c'est aussi le résultat de six années de politiques qui, n'en déplaise au NPA et à ses forces d'appoint, portent la marque d'une gauche unie, résolument solidaire, innovante et écologiste.

De nouvelles solidarités sociales et territoriales ont été développées : carte livre pour les lycéens de l'enseignement général et boîte à outils pour ceux de l'enseignement technique et professionnel ; cart'@too pour l'accès des 15-20 ans à la culture, aux sports et aux loisirs ; tarifications sur mesure pour le TER ; rénovation de dix-huit gares ; reprise du CREPS d'Houlgate ; prise en charge de la totalité des frais de scolarité des élèves aides-soignantes ; ingénierie et financement de pôles de santé ruraux.

La Basse-Normandie a aussi montré que les régions de gauche étaient déterminées à compenser le désengagement de l'État en matière de structuration de l'environnement économique : multiplication par trois du budget consacré à la recherche ; investissement dans quatre pôles de compétitivité ; création de 600 emplois tremplins dans les associations ; portage du chantier de la nouvelle usine Faurecia à Flers ; ouverture de 90 espaces numériques publics.

Quant à la dimension écologique, elle a structuré l'ensemble de l'action régionale, au point que les Verts ont systématiquement joint leurs voix aux nôtres, à l'exception de quelques abstentions ! Quelques exemples : réhabilitation et valorisation du site du Mont-Saint-Michel ; adoption d'un agenda 21 régional ; installation de panneaux photovoltaïques sur les lycées ; mise en place d'une filière non-OGM ; soutien aux circuits courts de distribution et à l'agriculture biologique ; écoconditionnalité des aides aux entreprises.

Certes, avec un budget inférieur à 300 millions d'euros, la Région Basse-Normandie n'a pas réglé toute la misère de la France, d'autant qu'il a fallu absorber le choc des transferts de compétences (personnel TOS des lycées et AFPA) non compensés financièrement. Après dix-huit ans d'une gestion de notaire, peureuse et clientéliste, la gauche, depuis son arrivée aux affaires, en 2004, a toutefois donné une nouvelle impulsion dans tous les domaines de compétence régionaux.

Pour populariser ce bilan, la Fédération du Calvados, en octobre dernier, a organisé une semaine d'université

d'automne : des débats dans vingt-trois sections, auxquels étaient invités les partenaires et les forces du mouvement social local ; un samedi après-midi de restitution à Colombelles, première ville conquise par les socialistes calvadosiens, juste après la Première guerre mondiale.

Dans un deuxième temps, en janvier, treize « ateliers du projet », réunions publiques participatives, ont été organisés sur le territoire bas-normand, afin de préparer l'élaboration du programme, qui sera rendu public cette semaine.

Les militants sont mobilisés car le mandat à venir, même s'il venait à être écourté, déterminera la configuration territoriale des décennies futures. Dans le cadre du projet du Grand Paris, notre région est en effet menacée de marginalisation au profit de la vallée de la Seine, sur laquelle seraient concentrés tous les investissements d'infrastructure nationaux, avec notamment l'enjeu de la future ligne à grande vitesse. Garder la Basse-Normandie à gauche, c'est avoir l'assurance de bénéficier d'un pôle de résistance face au sarkozysme, en matière d'aménagement du territoire comme en matière économique et sociale.

Damien CESSELIN, Premier secrétaire de la Fédération du Calvados du Parti socialiste

Nord-Pas de Calais

La Région mobilisée pour les salariés et les sous-traitants de la raffinerie de Dunkerque

Nous étions très nombreux, jeudi 4 février, à manifester place Jean Bart à Dunkerque aux côtés des syndicats de la raffinerie Total menacée de fermeture. En effet, ce ne sont pas moins 350 emplois chez Total et 400 chez les sous-traitants qui sont en passe d'être supprimés puisque le projet de conversion du site en dépôt de carburant, qui semble aujourd'hui le plus probable, n'emploierait que 30 à 50 personnes à terme. Cette décision si elle devait se confirmer serait à la fois insupportable et scandaleuse de la part d'un groupe qui a réalisé en 2009 plus de 8 milliards de bénéfices et près de 14 milliards en 2008. Insupportable pour les salariés dont l'espoir est mince de retrouver un emploi dans une région où l'absence de politique industrielle nationale se fait cruellement ressentir.

Scandaleuse au regard des bénéfices exorbitants du groupe. C'est tout un territoire d'ores et déjà touché de plein fouet par de multiples fermetures et plans sociaux qui, dès lors, se mobilise pour la sauvegarde des emplois mais aussi pour toute une activité industrielle menacée.

TOTAL a depuis quelques années, engagé une stratégie de délocalisation progressive de ses activités industrielles qui, au-delà de ses incidences très lourdes sur l'activité du port de Dunkerque, 3ème port de France, et sur le tissu industriel de l'ensemble du littoral du Nord-Pas-de-Calais, menace gravement l'avenir du raffinage français. Mobilisés et inquiets, les socialistes de la région ont immédiatement demandé un moratoire sur la décision de fermeture de la raffinerie.

Par la voix de Bernard Roman, député du Nord et candidat aux régionales de mars prochain, une question fut posée en ce sens lors de la séance du 26 janvier dernier à l'occasion des questions au Gouvernement. Quelques jours auparavant, c'est Pierre de Saintignon, Vice-président de la Région délégué au développement économique qui avait rencontré les syndicats. Le Président de Région, Daniel Percheron, a quant à lui, manifesté aux côtés des salariés du groupe, accompagné des candidats aux régionales sur la liste qu'il conduit.

D'ici au 14 et 21 mars prochain et au-delà de cette échéance électorale, nous resterons vigilants et demandons aux

dirigeants de reconsidérer l'avenir de la raffinerie des Flandres qui fait vivre des centaines de familles dunkerquoises.

Michaël Moglia